

Résumé du Rapport Annuel 2022 de la Banque Centrale de Tunisie

Le Rapport Annuel de la BCT relatif à l'année 2022 constitue, à l'instar des rapports précédents un document important. Il comporte des analyses approfondies et des données pertinentes sur l'environnement international, la situation économique et financière de la Tunisie et sur l'activité de la BCT qui a continué à agir dans le sens de la stabilisation macroéconomique, à travers une politique alliant rigueur et prudence pour faire face à la menace inflation, tout en poursuivant la mise en œuvre des politiques et stratégies notamment en ce qui concerne la digitalisation, la stratégie d'innovation, le plan stratégique...

I-L 'environnement international est marqué en 2022 notamment par :

Le ralentissement de l'activité économique mondiale ;« Au cours de l'année 2022, l'activité économique mondiale a été affaiblie par la persistance des effets de la pandémie du Covid-19, mais surtout par la montée des tensions géopolitiques entre la Russie et l'Ukraine ayant entraîné des perturbations des marchés des matières premières et une flambée sans précédent des prix nécessitant, ainsi, un resserrement des politiques monétaires dans le but de lutter contre l'inflation. De ce fait, la croissance économique mondiale a connu un net ralentissement après avoir enregistré un fort rebond post-Covid en 2021, passant de 6,3% à 3,4% d'une année à l'autre ».

Le marché mondial de l'emploi a montré, en revanche une certaine résilience en lien avec la forte demande de main d'œuvre après la pandémie, le nombre des sans-emplois est même revenu à des plus bas niveaux historiques dans plusieurs économies avancées. Ainsi, le taux de chômage mondial a baissé à 5,8% en 2022 contre 6,2% l'année précédente.

Une décélération sensible des échanges mondiaux : le volume du commerce mondial de biens et services s'est inscrit en hausse de 5,1% uniquement en 2022, contre 10,6% un an plus tôt traduisant, principalement, la faiblesse de la demande mondiale. Le ralentissement ayant touché surtout les pays émergents et en développement (4,1% contre 12,5%).

Une baisse des flux des IDE dans le monde : Après avoir retrouvé leur niveau d'avant la pandémie en 2021, les flux des investissements directs étrangers dans le Monde auraient emprunté une tendance baissière, notamment au cours de la deuxième moitié de 2022, particulièrement touchés par la crise alimentaire et énergétique, la montée de l'inflation et la détérioration des conditions de financement, en relation avec les retombées du conflit russo-ukrainien.

La très forte accélération de l'inflation : L'inflation s'est située à des niveaux élevés partout dans le Monde depuis la deuxième moitié de 2021, en rapport avec des chocs au niveau de l'offre parallèlement à la reprise de la demande après la pandémie grâce aux politiques de soutien antérieures. La guerre entre la Russie et l'Ukraine est venue accentuer et généraliser les pressions sur les prix à travers la hausse des prix des produits de base, notamment les produits alimentaires et l'énergie, et la persistance de problèmes au niveau des chaînes d'approvisionnement, portant ainsi l'inflation mondiale à son plus haut niveau depuis environ 4 décennies, soit une moyenne de 8,7% en 2022 contre 4,7% une année auparavant

Dans un contexte marqué par une hausse sans précédent des prix des matières premières ayant conduit à un dérapage de l'inflation par rapport aux taux cibles dans la majorité des pays, les principales banques centrales, mandatées pour préserver la stabilité des prix, ont opté pour un

durcissement vigoureux de leurs politiques monétaires face à l'urgence d'endiguer l'inflation et ce, au moyen d'une hausse rapide de leurs taux d'intérêt directeurs

II- L'économie tunisienne a été marquée par le ralentissement de la croissance et l'exacerbation de l'inflation

La situation économique et financière a été marquée en 2022 par les évolutions suivantes :

1. La croissance économique qui s'est limitée à 2,4% contre 4,3% une année auparavant. Cette croissance a tout de même bénéficié de la résilience au niveau de l'agriculture en relation avec l'accroissement de la production d'huile d'olive, des services marchands, principalement le tourisme, et des industries manufacturières exportatrices. En revanche, elle a pâti de la contraction de la production des industries non manufacturières, notamment, l'activité du phosphate qui reste en deçà de son potentiel, et de celle de l'extraction d'énergie en relation avec l'absence de découvertes de nouveaux champs et des arrêts techniques pour l'entretien de certains sites.

2. La Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) a continué à se redresser lentement, aux prix courants (12,1% contre 10,8%) et aux prix constants (4,3% contre 3,9%) après une chute sensible en 2020 et ce, en rapport avec l'amélioration de la situation sanitaire. Ainsi, le taux d'investissement a connu une légère consolidation (16,3% du PIB contre 16%). De même, le taux d'épargne nationale a augmenté pour s'établir à 8,7% du Revenu disponible brut (RNDB) contre 8,1% en 2021.

3. L'inertie de l'activité économique continue de peser sur le marché de l'emploi. Le taux de chômage reste ainsi à des niveaux élevés malgré une légère baisse, passant de 16,2% en 2021 à 15,2% en 2022. Le taux de chômage demeure bien au-delà de son niveau pré-COVID (14,9% en 2019) et de celui de 2010 (13%). Le nombre des sans-emplois reste structurellement élevé, quoiqu'en légère baisse par rapport à 2021, soit 624,6 mille chômeurs contre 674 mille.

4. La détérioration de la plupart des indicateurs du secteur extérieur en relation avec la persistance des difficultés économiques à l'échelle internationale, associée à la morosité de la conjoncture économique nationale. En effet, après avoir été maîtrisé à 6 % au cours des deux années antérieures, le déficit courant s'est de nouveau creusé en 2022 pour atteindre 8,7% du PIB. Ce résultat est attribuable à la forte détérioration de la balance commerciale, suite à la flambée des prix de produits de base qui a entraîné une amplification des importations notamment celles de l'énergie (+83,1% contre 29,3%) et des céréales (39,2% contre 12,6%). Toutefois, cet impact a été atténué grâce à la consolidation des recettes touristiques (83,5%) et à la résilience des revenus du travail qui ont atteint un niveau appréciable (près de 8,4 milliards de dinars). Par ailleurs, le compte financier a dégagé un besoin de financement de 9,4 milliards de dinars (contre un besoin de 5,8 milliards en 2021). Ainsi, la balance générale des paiements a dégagé un déficit de -460 MDT en 2022, contre un excédent de 338 MDT en 2021. En conséquence, le niveau des avoirs nets en devise est revenu à 100 jours d'importation au terme de l'année 2022 contre 134 jours à fin 2022.

5. Parallèlement, le taux de change du dinar a connu une dépréciation sur l'année de 9,9% par rapport au dollar et une appréciation de 1,1% par rapport à l'Euro.

6. La part de marché des exportations tunisiennes sur l'Union Européenne (UE)¹ a poursuivi sa tendance baissière pour la troisième année consécutive, au cours de l'année 2022, soit un repli de 6 points de base pour revenir à 0,42% contre 0,48% une année auparavant.

S'agissant des pays concurrents de la Tunisie sur le marché européen, la Chine a continué à préserver son premier rang en tant que plus grand fournisseur du marché européen et ce, malgré la baisse de sa part de marché en 2022 (20,85% contre 22,29% en 2021). La Turquie a connu une détérioration de sa part de marché

de 39 points de base pour revenir à 3,28% en 2022 contre 3,67% en 2021. En revanche, l'Inde et l'Égypte, ont pu consolider leurs parts de marché au cours de la même année (soient 2,25% et 0,54%, respectivement contre 2,17% et 0,43% en 2021) grâce à la poursuite de la forte reprise de leurs exportations vers le marché européen.

5. Les pressions du côté des finances publiques restent aussi vives avec un déficit de 7,6% du PIB en 2022 contre 7,7% en 2021 sachant que les dépenses de compensation ont presque doublé sur la période. Ce niveau de déficit bute d'une part sur des difficultés d'accès au financement extérieur en raison de la dégradation de la notation financière par les agences de rating et le retard accusé dans la finalisation d'un accord avec le FMI, et d'autre part sur l'insuffisance des ressources du marché intérieur auquel l'État a de plus en plus recours pour le financement du budget.

L'encours de la dette publique a enregistré en 2022 une hausse de 10,1% pour s'élever à 114.791,1MDT. Exprimé par rapport au PIB, cet encours a plutôt enregistré une baisse, quoique timide, revenant de 79,9% à 79,4% une année auparavant.

III- L'activité de la Banque Centrale

2- Politique de la BCT pour accompagner la relance.

« La Banque Centrale a continué à agir dans le sens de la stabilisation macroéconomique, à travers une politique alliant rigueur et prudence et pour faire face à la menace inflationniste, elle a opéré un resserrement de sa politique monétaire via trois relèvements du taux d'intérêt de 175 points de base. En même temps, le taux de rémunération de l'épargne a été porté à 7% en vue de donner une impulsion à l'épargne nationale. De même, le calibrage judicieux des interventions sur le marché monétaire et le choix des instruments y afférents ont permis d'assurer l'adéquation de la liquidité aux besoins de financement de l'économie. C'est ainsi que l'encours des crédits octroyés par les banques et les établissements financiers s'est accru à un rythme accéléré au terme de l'année 2022, passant de 5,5% à 6,9% d'une année à l'autre atteignant 111,7 milliards de dinars et ce, malgré le resserrement des conditions de financement.

2- Modernisation des moyens de paiement : Digitalisation

L'année 2022 a été marquée par l'approfondissement par la BCT de la réflexion de long terme en matière de gouvernance interne puisqu'elle a connu le parachèvement de son premier plan stratégique 2019 - 2022. Le bilan de ce plan, malgré le rythme exigé par la crise COVID-19, a été satisfaisant, certains projets ayant même connu une accélération, surtout ceux liés à la sécurité informatique et à la communication. Globalement, le taux de réalisation du premier plan stratégique a atteint les 80%. Le lancement du deuxième plan stratégique 2023-2025 a capitalisé les enseignements tirés du premier plan. A travers ce nouveau plan stratégique triennal, la BCT s'est engagée dans deux orientations stratégiques majeures ; la première consiste à œuvrer à la stabilité monétaire et financière au bénéfice d'une croissance durable et inclusive et la seconde consiste à favoriser l'innovation et poursuivre la transformation pour renforcer la résilience. Dans le cadre des efforts de la BCT visant la promotion de l'innovation financière en Tunisie, l'année 2022 a été marquée par la clôture de la première cohorte de la Sandbox réglementaire dont les tests se sont étalés sur une période de 13 mois, créant une synergie entre les parties prenantes en l'occurrence les Fintechs et les banques pour expérimenter des solutions dans un environnement protégé. Au terme de cette première cohorte et en sa qualité de facilitateur, la BCT a élaboré un projet de circulaire qui fixe les règles d'enrôlement digital et d'ouverture de comptes bancaires à distance. Également, la BCT poursuit le travail sur la conception d'une politique d'Open Banking permettant aux banques de partager des données avec des tiers de confiance afin de favoriser l'émergence de nouveaux « use cases » plus attrayants à la clientèle et qui profiteraient à toutes les parties prenantes de la chaîne de valeur des services financiers.

[Rapport Annuel de la BCT 2022 à télécharger](#)